

Alteo: la commission d'enquête dit oui

Sans surprise, comme le pressentaient les (nombreux) opposants à l'industriel, la commission d'enquête publique a rendu un avis favorable au renouvellement de l'autorisation d'exploiter de l'usine d'alumine de Gardanne, Alteo. En 40 jours, au cours de ses 72 permanences sur les 27 communes concernées et après avoir réuni 2300 contributions du public, la commission a pourtant pu constater que "l'acceptabilité du projet était loin d'être acquise, tant par les riverains que les pêcheurs professionnels et les différentes associations". Néanmoins, après avoir pris en compte "les trois enjeux essentiels et imbriqués: environnementaux, économiques et sociaux", tout en actant les "nombreux investissements" de l'industriel, la commission, à l'unanimité de ses membres, a donc rendu un avis favorable. En précédant, toutefois, son avis d'une série de recommandations, dont "un contrôle régulier de l'état des canalisation" qui courent sur 47 km et "la surveillance des poussières" liées au stockage des boues sèches sur le site de Mange-Garri à Bouc-Bel-Air. Enfin, la commission signale attacher "une importance particulière à la mise en compatibilité de l'activité d'Alteo avec les enjeux du Parc national des calanques" et considère qu'il est "essentiel de prendre impérativement en compte toute amélioration susceptible de rendre le projet plus respectueux de l'environnement traversé, et plus socialement acceptable". Un avis favorable donc, mais quelques objurgations pour tenter d'apaiser les nombreuses craintes...

Dans la foulée des résultats de cette enquête, c'est le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Coderst) qui rendra son propre avis afin d'éclairer le préfet dans sa décision finale. Décision qu'il prendra après avoir consulté la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, toujours muette depuis ses déclarations fracassantes où elle fustigeait le manque de transparence de l'industriel. Empêtrée dans les boues rouges et pressée par Bercy, la ministre devrait recommander au préfet de prendre une décision pragmatique. À un mois des élections régionales, fermer une usine qui génère un millier d'emplois dans le secteur serait désastreux pour le gouvernement. Fort de ce timing serré, le PDG en personne, Frédéric Ramé, organisait hier une visite en bus de l'usine à destination notamment des élus et des entrepreneurs du département.

Laetitia SARIROGLOU



Si la commission d'enquête vient de rendre un avis favorable à la poursuite d'activité de l'usine, le préfet attend les consignes de la ministre. / PHOTO S.M.

L'OPÉRATION DE COM'

Le PDG en personne vante son procédé miracle

Il promet que le rendez-vous était calé depuis un bon mois. Mais les fuites sur l'avis de la commission, rendu public hier, ont dû le conforter dans ce plan com' même si, comme il le dit, "il faut savoir vivre dangereusement". Après avoir mené les négociations en coulisses, auprès du ministère de l'Écologie mais aussi et surtout de Bercy, Frédéric Ramé, le discret PDG Alteo, est donc monté en première ligne auprès des élus et entrepreneurs de la région, notamment, pour une jolie opération séduction.

Au programme: visite en bus de l'usine avec arrêt commenté devant les "joyaux" de l'industriel. Les trois filtres-presses installés en 2007, 2014 et 2015: une performance de 50 tonnes/jour et un investissement de plus de 20 millions d'euros (subventionnés à hauteur de 30% pour l'un et 50% pour les deux autres par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, Ndlr). À ces filtres, vient s'ajouter "la nouvelle station de traitement des eaux", censée améliorer de 99,95% la qualité du rejet en mer après filtration intense des eaux excédentaires: un débit de filtration moyen supérieur à 250 m³/h et un coût de 1,7 million d'euros (subventionné pour moitié par la même Agence de l'eau, Ndlr).

"Grâce à cette technique, la meilleure disponible au niveau mondial pour traiter les résidus de bauxite (d'où est extraite l'alumine, Ndlr), Alteo tourne la page des boues rouges. C'est un progrès environnemental considérable", vante Frédéric Ramé



Un des "joyaux" d'Alteo, le dernier filtre presse installé cette année. Un des plus coûteux. / PHOTO SERGE MERCIER

à l'issue de la visite, dans le réfectoire cette fois, avant le jus de fruit et les petits fours. Sans la convention de Barcelone, ratifiée par la France en 1977, on aurait pu lui décerner le prix Nobel de l'environnement s'il existait. Mais c'est bel et bien la loi qui a imposé à l'industriel l'arrêt du rejet des boues rouges (déchets solides) dans la Méditerranée au 31 décembre prochain, à minuit. Restaient donc deux problèmes: le rejet en mer des déchets liquides, débarrassés grâce à ce nouveau procédé de 99,95%

des métaux lourds, et le stockage à Bouc-Bel-Air, sur le site Mange-Garri, des déchets solides. Sur le premier point, qui conditionne la poursuite de l'activité de l'usine, la commission d'enquête a rendu un avis favorable (voir plus haut). Sur le second, elle s'est contentée d'une simple recommandation "de surveillance" car le site de stockage, étrangement, n'était pas concerné par le périmètre de l'enquête publique. Et tant que l'industriel ne trouve pas de débouchés à sa bauxaline (résidus de bauxite), il les entassera sur ce site jusqu'à saturation. Malgré la revégétalisation du site et un arrosage régulier, les envols de poussières et les risques d'infiltration dans la nappe phréatique inquiètent les riverains. "Pour le moment, personne n'en veut, regrette Éric Duchenne, le directeur des opérations d'Alteo. L'appellation de 'déchet industriel' rebute." "Oui, alors vous les mettez à Bouc-Bel-Air! À un moment donné, des centaines de milliers de tonnes seront stockées à Mange-Garri. Je souhaite que vous ne l'oubliez pas, prévient le maire (LR), Richard Mallié. Ce stockage a ses limites." "On va encore réduire l'impact des poussières, promet le PDG. L'innovation est dans l'ADN d'Alteo! Et c'est en nous mettant des challenges qu'on arrive à progresser..."

En fonction des futures conclusions de l'enquête épidémiologique (voir ci-contre), ils pourraient en avoir un de taille à relever.

L.S.

Enfin une enquête épidémiologique

Des mois, voire des années, qu'elle était réclamée par les riverains. Il a fallu de nombreux courriers, l'intervention du maire de Bouc-Bel-Air, Richard Mallié, et la découverte d'une résurgence suspecte d'eau polluée à côté des habitations voisines de Mange-Garri, le site de stockage des déchets d'Alteo, pour que se déclenche enfin une enquête épidémiologique (notre édition du 29 octobre dernier).

La mission, confiée à l'Institut de veille sanitaire (INVS), va consister à vérifier si certaines pathologies dont souffrent des riverains sont liées au dépôt de bauxite de l'industriel à Mange-Garri. Chaque habitant dans un rayon de 500 mètres, voire plus, sera visité par un agent de l'INVS et son dossier médical passé au crible. Les médecins généralistes du secteur, et des communes voisines, seront également consultés afin d'établir, ou pas, un lien de causalité. Un travail colossal qui devrait durer au moins six mois.

Au cours d'une réunion d'information le mardi 27 octobre en mairie de Bouc-Bel-Air, le Dr Malfait, médecin épidémiologiste à l'INVS, a expliqué la méthodologie et le particularisme de cette "évaluation épidémiologiste des agrégats spatio-temporels". Pour les experts, la question de fond est l'impact des poussières dans le voisinage de Mange-Garri, générées par le stockage des boues rouges (déchets) stockées sur le site. Avec l'interdiction des rejets en mer, officielle le 31 décembre prochain à minuit, le tonnage sur le site va considérablement augmenter... ainsi que les poussières. Même si ces envols ont considérablement diminué ces derniers mois avec une revégétalisation et un arrosage régulier des lieux, ces particules fines, chargées de soude et d'oxyde de fer, rongent le béton des terrasses, rougissent l'eau des piscines et les mobiliers de jardin, se déposent sur les potagers et se glissent jusqu'aux poumons. La composition de ces poussières est particulièrement inquiétante puisque l'Organisation mondiale de la santé (OMS) les a qualifiées de "potentiellement cancérigènes".

L'émission de poussières d'Alteo date de 2008, lors de la mise en place du traitement des rejets solides, désormais déshydratés, entreposés sous forme sèche à Bouc-Bel-Air.

LE TÉMOIGNAGE d'Yves Noack directeur de recherche au CNRS et membre de l'Observatoire hommes-milieux du bassin minier de Provence

Du côté de la pollution de l'air, "le problème, c'est le manque d'informations"

■ L'Observatoire hommes-milieux du bassin minier de Provence s'est réuni récemment pour faire un compte-rendu de ses derniers travaux. Pouvez-vous nous rappeler l'objet de cette structure et son mode de financement? "Les Observatoires hommes-milieux (OHM) sont des structures créées par le CNRS. Leur objectif est de regarder les relations entre l'homme et son milieu de façon interdisciplinaire, sur un territoire donné, après un événement perturbateur ou fondateur, comme ici l'arrêt de l'exploitation minière en 2003 qui a induit toutes sortes de transformations, démographiques, sociologiques et environnementales. Les OHM sont financés par le CNRS, donc de l'argent public, même si nous sommes toujours à la recherche d'autres financements, par exemple venant de collectivités."

■ Quel est le bilan de ce dernier séminaire, qui s'est déroulé à Trets?

"Tous les ans, il y a un appel à projet de recherches; elles donnent lieu à des restitutions, qu'on souhaite les plus ouvertes possible. Certaines associations viennent, c'est moins le cas des élus, c'est un

regret... Le nouvel appel à projet concerne deux grands axes: le stockage à Mange-Garri et la chaudière biomasse de la centrale thermique de Gardanne."

■ Un des rapports d'étude de l'OHM portait sur la toxicité des particules fines. Avec un résultat surprenant...

"Nous avions cinq sites de mesure, trois dans le voisinage direct de sites industriels, la cimenterie Lafarge à Bouc-Bel-Air, l'usine d'alumine, ainsi que la centrale thermique à Gardanne. Un autre situé à l'embranchement A52-A8 sur Fuveau et un site-témoin, qu'on imaginait un peu préservé, à Trets. Nous nous sommes aperçus que les particules qu'on est susceptible d'inhaler, en été, sont les mêmes sur tous les sites. Mais en hiver, Gardanne et Trets étaient les lieux qui avaient les plus grandes concentrations de particules fines (PM2.5). Cela s'explique surtout par la combustion de biomasse, qui inclut le chauffage au bois et le brûlage des déchets verts qui, même s'il est interdit, continue à se pratiquer... Entre l'été et l'hiver à Trets, on multiplie par deux la concentration en PM2.5!"



Yves Noack, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de la pollution de l'air. / PHOTO S.M.

■ Peut-on dire alors que l'industrie n'a pas forcément un impact majeur sur la pollution de l'air, d'un point de vue des particules fines, par rapport à

d'autres sources?

"Les paramètres sont nombreux: météo, vent, circulation automobile... Et les industries sont différentes. À Bouc ou Gardanne, il s'agit d'industries minérales, à partir de roches... Pas du tout la même poussière que celle émanant d'une raffinerie ou d'un complexe pétrochimique. Les particules organiques sont a priori plus dangereuses pour la santé que les particules minérales."

■ Vous-même avez conduit une étude sur l'impact, en terme de pollution atmosphérique, du site de stockage de boues rouges de Mange-Garri sur les environs immédiats. Comparé à l'usine elle-même, vous avez remarqué qu'il n'y avait finalement pas de grosse différence...

"Absolument. Nous étions partis sans idée préconçue. Il n'y avait jamais eu de relevé autour de Mange-Garri, ça suscitait des questions, des rumeurs. Et le discours de l'usine ne me paraissait pas convaincant. On a fait des prélèvements de poussières et regardé leur nature. Il y a un impact du site, effectivement, sur les habitations les plus proches; mais il

faudrait une approche plus globale..."

■ L'Institut de veille sanitaire a lancé une étude sur la santé des riverains immédiats. Mais ne faudrait-il pas, du coup, élargir cette investigation sur la ville de Gardanne, avec son usine en plein cœur?

"Oui, et l'INVS en est conscient. Il faudrait notamment voir les quartiers situés entre l'usine et Mange-Garri. Le trafic via camion entre les deux lieux a un impact."

■ À votre connaissance, une étude sur la santé des riverains proches de l'usine a-t-elle déjà eu lieu?

"Non, en tout cas, pas publiquement. Les médecins locaux n'ont pas tiré de signal d'alarme. Le problème, c'est le manque d'informations. Nous ne faisons pas de recherche pour dire: 'Alteo est un vilain pollueur' mais pour obtenir des données pour déterminer s'il y a, oui ou non, des problèmes."

Recueilli par Julien DANIELIDES

Une vidéo sur la restitution des derniers travaux de l'OHM sera bientôt disponible sur le site www.ohm-provence.org